

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-contre-Fonds-Vautours-l-AG-de-l-ONU-prise-a-temoin>

Argentine contre Fonds Vautours : l'AG de l'ONU prise à témoin

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : samedi 28 septembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La tribune de l'Assemblée Générale de l'Onu fut l'occasion, parmi bien d'autres sujets, pour la Présidente argentine, Cristina Kirchner de stigmatiser l'attitude des Fonds Vautours. Sans attendre la suite de la procédure, l'Argentine a , par loi, réouvert l'échange de titres aux conditions de 2010 aux éventuels nouveaux créanciers.

« *Nous sommes des victimes des lobbyistes qui spéculent sur les pays qui tombent en défaut. Ceci est l'histoire de l'Argentine, mais cela peut être l'histoire d'autres pays à n'importe quel moment* », a mis en garde la Présidente argentine.

Il s'agit bien de l'intense lobby contre l'Argentine mené depuis des mois par l'ATFA qui n'est autre qu'une émanation de plusieurs Fonds Vautours (voir : « [Argentine contre Fonds Vautours : Soutien de la France, ambiguïté du FMI sous pression US](#) » et « [Bras de fer entre l'Argentine et les fonds vautours : Le dangereux lobby de l'ATFA](#) »). Ces derniers ont vu dans la situation de l'Argentine l'occasion de réaliser d'énormes profits en achetant les anciennes obligations pour une fraction de leur valeur nominale , en voulant contraindre l'Argentine à leur verser 100 centimes pour chaque dollar- au bout du compte 1 330 millions -alors que la restructuration de la dette avait été négociée dans le cadre d' un accord global concernant plus de 93% des créanciers.

Après la décision de la Cour d'appel de New-York en faveur des Fonds Vautours , plusieurs économistes de renom se sont mobilisés contre cette décision de justice considérée comme dangereuse. Ainsi le prix Nobel d'Economie, Joseph Stiglitz a pris la plume pour expliquer à quel point cette décision était aberrante. Reconnaître le droit aux fonds vautours de remettre en cause un règlement de dette souveraine, reviendrait à déstabiliser à l'avenir tout règlement de cette nature sur les places financières (voir : [Dette souveraine argentine-USA : La victoire des vautours](#)).

Il est d'autant plus surprenant que la Cour d'Appel campe sur sa position que les avis favorables à la position défendue par l'Argentine ou du moins défavorables à celle des fonds vautours se comptent dans les rangs des places financières, des organismes internationaux, et c'est comme cela que la France au nom du *Club de Paris* a pris position. Peut être, il y a quelques semaines que l'absence de soutien de l'Argentine (comme le reste de l'Amérique Latine) aux velléités d'interventions en Syrie ont un peu refroidi le consensus du coté étasunien. Une sorte de chantage.

Néanmoins d'un point de vue strictement financier et de l'équilibre de la finance mondiale, si ce jugement était confirmé par la Cour Suprême, les conséquences seraient lourdes et la brèche ouverte. Comme en est convenu, il y a quelques jours, Mark Weisbrot, directeur du [CEPR](#) (*Center for economic and policy research*), qui en visite a Buenos aires a expliqué (dans une interview à Pagina 12) le non sens de cette décision et en quoi cela créerait un précédent. « *C'est pourquoi le FMI, le gouvernement français (pour le Club de Paris) et la majorité des membres du département du Trésor des Etats-Unis souhaitent que l'Argentine gagne. Si la Cour Suprême émet un jugement en faveur des fonds vautours cela sera un problème pour le système financier mondial. Il sera très difficile de restructurer d'autres dettes de pays* ».

Mais de convenir que le pouvoir des *lobbies* est fort, même si jusque là les fonds vautours, malgré leur campagne agressive, « *n'ont pas marqué beaucoup de points, juste une douzaine de députés en leur faveur, lors de la dernière sollicitation* ».

Argentine contre Fonds Vautours : l'AG de l'ONU prise à témoin

En attendant, l'Argentine peut continuer son chemin pour le moment : « *payer sa dette aux créanciers qui sont entrés dans l'échange et ne pas payer les vautours* ». Et de juger positif le fait que l'Argentine ait envoyé au parlement un projet de loi pour rouvrir l'échange -, « *le gouvernement argentin gagne ainsi du temps* ».

Le gouvernement argentin a, il y a quelques jours, publié le décret d'application de la loi approuvée par le parlement le 11 de septembre dernier, permettant aux détenteurs de bons qui n'avaient pas jusque là accepté l'échange, d'entrer dans la procédure et d'obtenir les mêmes conditions que celles fixées par la restructuration de la dette en 2010 ; il est précisé que qui souhaite participer doit renoncer aux droits afférents à travers d'autres actions légales entamées ou à venir, liées aux titres de l'échange. Ainsi le pays est en condition d'accueillir les fonds vautours s'il était décidé par la Cour Suprême qu'ils bénéficient des mêmes termes d'échange que les autres 93% des créanciers.

Estelle Leroy-Debiasi pour *El Correo*

[El Correo](#), Paris 26 septembre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

| |
|--|
| <p>* Estelle Leroy-Debiasi est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.</p> |
|--|